

La Vie Internationale

La Force de l'Opinion

Deux faits s'imposent à l'attention cette semaine : le succès des Travailleurs aux élections cantonales en Angleterre et le vote de confiance obtenu par le chancelier Adenauer à Bonn après la discussion au Bundestag de la politique internationale de l'Allemagne.

Le débat de Bonn.

Ce débat a passé presque inaperçu des observateurs ce qui est d'autant plus surprenant qu'on s'accordait à penser, que le Chancelier dont les déclarations avaient été critiquées dans son propre parti et par la presse qui lui est fidèle, semblait se heurter au sentiment de beaucoup d'Allemands. Or, non seulement la discussion a été plus calme et plus académique qu'à l'ordinaire, mais le vote de confiance accordé au Chancelier a été acquis à mains levées et fait plus surprenant encore, l'opposition socialiste a approuvé certains articles de l'ordre du jour présenté par les démocrates-chrétiens et leurs alliés.

Il se passe à Bonn quelque chose d'analogue à ce que l'on décèle au parlement français. Une opinion dont le sentiment était mal apprécié par ses représentants a su faire pression sur ceux-ci et modifier leur état d'esprit. Les Allemands de l'Ouest se méfient des Soviétiques et tout ce qui vient d'eux leur est suspect. S'ils n'ont qu'une confiance limitée dans les Occidentaux, ils n'en sentent pas moins que leur avenir et leur sécurité sont liés aux leurs. On ne peut savoir, si les Soviétiques s'attendaient à une réaction aussi nette. Ce qui est sûr c'est qu'ils en tiennent compte.

Les avances de Staline.

Sitôt connu le vote du Bundestag, Staline a convoqué l'ambassadeur de l'Inde à Moscou, et celui-ci, à la suite de son entretien avec le généralissime, a fait entendre que l'U.R.S.S. se préparait à négocier sur des bases plus larges avec l'Occident et envisagerait même avec faveur une conversation entre les chefs d'état, confirmant ainsi les déclarations récentes de Staline en réponse au questionnaire envoyé par des journalistes américains. Cela, joint à la publicité donnée aux discours prononcés à l'occasion de la Conférence économique qui se tient à Moscou, font prévoir une action diplomatique soviétique dans un proche avenir.

Une controverse.

Walter Lippman, toujours en désaccord avec la politique suivie par Acheson et Truman en conclut que tous les laborieux efforts de la diplomatie américaine, au cours de ces derniers mois, tant pour rattacher l'Allemagne au bloc atlantique et former une armée européenne, que pour conclure avec elle les accords contractuels, va se révéler

inutile au moment d'aboutir « comme un voyageur qui au moment où le train va partir voit s'ouvrir sa valise et ses effets se répandre sur le quai ».

Nous permettra-t-on d'être d'un avis totalement opposé ? C'est le moment au contraire, comme le veut Adenauer et Acheson de mettre l'U.R.S.S. devant le fait accompli — ce qui n'empêche nullement de négocier, au contraire. — Les Soviétiques n'en profiteront pas pour se livrer à des nouvelles menaces auxquelles d'ailleurs il serait possible de répondre et d'ailleurs que peuvent-ils faire de plus, sinon la guerre, ce qui est, pour le moment, exclu. Ils seront obligés de dire le prix qu'ils consentent à mettre pour éviter ce qu'ils craignent manifestement plus que tout : la constitution d'une armée européenne où l'Allemagne aurait une place importante. On leur demandera non des promesses ou des signatures, mais des actes et l'on se montrera d'autant plus exigeant que les accords entre l'Allemagne de Bonn et les Alliés se seront révélés plus solides et seront sanctionnés par les Parlements respectifs des pays intéressés.

Ajourner des projets est une chose, revenir sur des accords, une autre. Le prix des Alliés est connu : paix en Corée, traité avec l'Autriche, suspension de l'aide au Viet-Minh, élections libres en Allemagne et liberté pour l'Allemagne réunifiée d'orienter sa politique extérieure selon la volonté populaire. Si ces conditions ne sont pas remplies et que les négociations échouent cela ne fera qu'une conférence de plus pour rien après d'autres, et la guerre tiède n'en sera pas changée.

Un accord est-il possible ?

Disons tout de suite qu'à notre avis les Soviétiques sont trop engagés pour faire un geste d'apaisement aussi large. Sans doute ils n'ont pas d'opinion à ménager et les volte-face ne leur coûtent guère, mais ils savent aussi que la levée du rideau de fer et un recul stratégique serait le commencement d'un repli dont l'étendue ne peut-être calculée. Ils sont, qu'ils le veulent ou non, prisonniers de leur politique parce qu'ils ne peuvent compter sur une action diplomatique proprement dite qui suppose un minimum de confiance entre partenaires. Leur signature et leur parole sont sans valeur. On demande des actes.

C'est pourquoi nous pensons une fois de plus qu'ils ne peuvent et qu'il n'y aura jamais d'accord entre l'Ouest et l'Est. Au surplus sous sommes dans une année d'élections générales aux Etats-Unis et Acheson et Truman dont le mandat est moralement déjà résolu ont de bonnes raisons pour laisser à

leurs successeurs la responsabilité d'un engagement de la portée envisagée. Ils se prêteront aux conversations mais laisseront à leurs successeurs le soin de conclure.

Les élections cantonales anglaises.

Les élections cantonales anglaises ont donné aux Travailleurs un succès sur lequel eux-mêmes ne comptaient pas. Six mois ont passé depuis les élections générales et le revirement de l'opinion est d'autant plus net que ces élections cantonales qui d'ordinaire portent plutôt sur des questions d'intérêt local se sont faites cette fois sur des problèmes politiques. Nous avions fait prévoir que le spectre du chômage qui s'étend en Angleterre — dont d'ailleurs ni les Travailleurs ni les Conservateurs ne sont particulièrement responsables — allait provoquer dans le pays une émotion susceptible de se traduire par une vague de fond.

Nous disions que Churchill devait regretter sa victoire et qu'Attlee, qui prévoyait l'événement avait été sage de dissoudre le parlement à temps. La partie flottante de l'opinion qui s'était décidée en octobre en faveur des Conservateurs attendait de ceux-ci un changement de politique. Or, ils n'ont rien fait que les Travailleurs n'auraient fait à leur place. Sans doute, le budget de M. Butler a réduit les subventions agricoles et engagé quelques mesures d'assainissement. Mais cela n'apportent pas à la situation de l'Angleterre des remèdes adéquats. Le péril n'est pas, comme en France, d'ordre budgétaire. Le budget britannique a toujours été en équilibre et même excédentaire en temps de paix. Si la balance des paiements extérieurs s'est améliorée en mars, cette amélioration n'est due qu'à des restrictions d'importation, sources de difficultés nouvelles. On attendait de Churchill des idées neuves, un programme hardi. Un renforcement de l'austérité est le contraire d'une solution. La preuve en a été largement faite. On ne relève un pays qu'en obtenant plus de travail et en contre-partie plus de bien-être, une alimentation meilleure surtout fut-ce au prix d'une inflation passagère. Il fallait rétablir coûte que coûte les stimulants du profit, desserrer l'étau fiscal.

Après les votes de ces derniers jours, l'autorité du gouvernement conservateur est minée. Ses adversaires ne se presseront pas de forcer sa chute, mais il ne vivra que de sursis. De plus, le regain de confiance dans la livre, bien modeste d'ailleurs, que le retour des Conservateurs avait ranimé ne tardera pas à se dissiper. La prudence voudrait qu'on s'inclinât et qu'on passât la main, que les Travailleurs mènent jusqu'au bout leur politique. Eux au moins auront l'appui des masses à moins que la faillite n'emporte tout. Mais il serait regrettable pour le monde libre que Churchill dû céder par impuissance.

CRITON.